

RECTORAT

رئاسة الجامعة

Le Recteur

رئيس الجامعة

**Note du Recteur de l'Université Saint-Joseph
à l'attention de l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement
supérieur**

L'Université Saint-Joseph qui, depuis 2002, s'était impliquée dans un travail d'évaluation interne, a souhaité dépasser ce stade premier en s'adressant en 2008 à l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur de Paris en vue de bénéficier d'une évaluation externe cette fois-ci, évaluation permettant de qualifier les prestations de notre Université dans son ensemble tant au plan de son offre de formation que de la marche générale de l'institution prise dans sa globalité. Nous sommes dès lors reconnaissants tant au groupe de pilotage qu'au groupe d'experts de l'AERES qui, d'avril 2008 à mars 2009, ont bien voulu réaliser cette étude et nous transmettre le fruit de leurs réflexions.

Il nous importe maintenant de revenir sur le document qui nous a été transmis et qui nous permet donc de poursuivre une réflexion et une recherche sur le « mieux » à réaliser, indispensables au développement de notre Université.

Les « points forts » mis en évidence par le document concernent, et cela nous a été oralement confirmé, la qualité de notre « offre de formation », nos nombreux partenaires, l'attention que nous portons aux « bonnes pratiques pédagogiques » ainsi qu'aux évolutions scientifiques, l'efficacité de notre corps enseignant, les prestations diverses qui permettent aux étudiants d'être à l'aise et ouverts à des valeurs essentielles, l'ouverture de l'Université à l'international enfin, qu'il s'agisse des normes s'appliquant aux diplômes (LMD, ECTS) ou des implications diverses dans le monde arabe ou vers l'espace euro-méditerranéen.

Quant aux « points faibles », et ce sont de ceux-là dont nous voudrions parler, ils concernent, in fine, la gouvernance et la recherche. Il s'agit bien là de deux dimensions essentielles, même si nous ne sous-estimons ce qui nous est dit par ailleurs tant sur la mise en place d'une véritable « stratégie de relations internationales » que sur le développement à l'USJ d'une véritable « culture de qualité ». Il y aurait aussi à dire quelques mots de la formation continue, comme de la formation du personnel.

257



I- Mais le problème le plus important est évidemment d'abord celui de la gouvernance. Notre Université est invitée, en premier lieu, à impliquer dans son système de gouvernement plusieurs intervenants que l'on ne devrait plus ignorer : les organismes publics, les représentants du monde socio-économique, les étudiants tout aussi bien. Ce souci de donner voix à tous ces gens-là au cœur de l'Université, nous semble tout à fait louable. Et, à chaque fois, comme de juste, mention est faite du Conseil de l'Université, centre du pouvoir à l'USJ ; c'est là que tous devraient pouvoir se retrouver et s'exprimer. Le problème, à ce niveau, gît dans le fait que, pour commencer, il faudrait reconnaître que d'autres partenaires devraient aussi être pris en compte : les enseignants cadrés d'une part, les responsables d'institutions qui dépendent directement du Recteur et qui n'assurent pas de formation, telles le Centre universitaire de santé familiale et communautaire, l'Institut de gestion de la santé et de la protection sociale ou la Bibliothèque orientale, d'autre part. Voilà qui ferait bien du monde et qui pourrait rendre bien vite le Conseil de l'Université, fort ingérable. Par ailleurs, il nous semble que ces catégories de personnes ci-dessus évoquées, peuvent à coup sûr être prises en considération dans d'autres instances : la réunion des responsables d'amicales et du Conseil Restreint, les comités consultatifs des institutions, les assemblées d'enseignants, etc. Le comité des experts de l'AERES revient à deux reprises sur les modalités d'exercice du pouvoir à l'USJ et souligne à juste titre le rôle du Recteur et de la concertation avant toute décision. Il est de fait qu'en ce domaine, il importe d'impliquer sans hésiter les parties prenantes dans les décisions qui les concernent. Qu'il faille pour cela renforcer et donner plus d'importance aux assemblées spécifiques concernées, certainement, qu'il faille tout centraliser au Conseil de l'Université, nous ne le pensons pas.

Mais la gouvernance, ce n'est pas seulement ce problème de structure, ce sont aussi tous ces « outils de pilotage » qui font encore défaut à l'Université et dont devraient pouvoir disposer sans problèmes les différents services du Rectorat (service financier, des ressources humaines, de l'audit interne etc.). Cela, nous le reconnaissons fort bien et les indications fournies par le rapport de l'AERES nous sont ici très précieuses. Depuis trois ans en fait, un « comité de pilotage » réfléchit. Ledit comité s'est, cette année, démultiplié et il doit aborder plusieurs problèmes très concrets telle la comptabilité analytique ou le problème d'une unification des procédures d'admission et du règlement intérieur. D'autres procédures demandent d'être prises en considération. Cela est évident.

II- En ce qui concerne la recherche, c'est avec grand intérêt que nous avons lu les remarques et recommandations de l'AERES. Il va de soi que nous avons encore beaucoup de chemin à faire en ce domaine : la mise en place des écoles doctorales, la multiplicité des co-tutelles, la création du Pôle technologie-Santé, le travail du Conseil de la Recherche, autant d'initiatives qui se doivent de prendre toute leur dimension. Cela exige que des priorités soient définies, certes ; cela exige que des sources de financement

RSJ



soient mises à jour, c'est là notre problème, un problème que nous essayons de surmonter avec le responsable du fundraising à l'Université, le Vice-recteur au développement.

En ce qui concerne par contre le statut des enseignants-chercheurs, une tentative de refonte de ce texte a été lancée il y a cinq ans. Le manque de ressources financières a bloqué nos velléités de changement. Ce problème reste posé.

De toutes façons, nous savons que la qualité de l'offre de formation de notre Université ne pourra perdurer que si ce problème de la recherche est réglé. Notre spécificité par rapport aux autres Universités libanaises doit reposer sur le fait que nous ne faisons pas que distribuer des diplômes ; à l'image de quelques unes, nous tenons à vivre de notre Recherche. C'est très important pour nous.

Conclusion Reste à clore ce dossier en confirmant les intuitions des experts de l'AERES :

- oui, nous avons encore à découvrir l'importance de cette « culture de qualité » qui nous convie à savoir considérer nos réalisations avec l'esprit critique qui doit être celui de tout universitaire ;
- oui, nous avons à développer la formation continue à l'Université tout autant que la formation permanente de notre personnel, c'est là quelque chose d'essentiel ;
- oui, nous avons à parfaire notre stratégie des relations internationales, ce qui implique une meilleure coordination et communication entre toutes nos institutions trop pressées parfois de travailler pour elles-mêmes ; ce qui implique aussi, de façon plus précise, une ouverture au monde anglo-saxon – trilinguisme des étudiants oblige – par delà nos initiatives concernant le monde arabe, le monde euro-méditerranéen et la francophonie ;
- oui, nous avons enfin à travailler beaucoup pour décloisonner nos institutions, pour vivre en vérité dans l'interdisciplinarité. Nous ne savons que trop que chaque enfermement d'une institution sur elle-même est une perte pour tous les autres...

Tels sont les points que nous voulions souligner après la lecture revigorante de ce rapport pour lequel nous vous adressons encore une fois tous nos remerciements.

Le 9 juin 2009

René Chamussy
 René CHAMUSSY, S.J.
 جامعة القديس يوسف
 بيروت - لبنان
 BEYROUTH - LIBAN